

Revenir à la lutte des classes... patriotique



Étant dans l'année du cinquantenaire des événements de Mai 68, je me souviens des réunions concernant le travail. Le prof qui les animait lança le débat sur les métiers peu gratifiants, répétitifs et déconsidérés. La solution paraissait difficile à trouver entre la rotation des tâches, leur valorisation financière ou leur robotisation. Il est vrai que Mai 68 a coïncidé avec le remplacement du poinçonneur des Lilas par des barrières automatiques qui se débloquent lorsque l'on y glissait le titre de transport.

Même si la robotisation poursuit la transformation de beaucoup de tâches, la solution qui n'avait pas été prévue à l'époque, fut une importation massive d'une main-d'œuvre issue des pays pauvres.

Lorsque j'essaie d'engager la conversation sur l'invasion migratoire, je reçois, selon l'interlocuteur, deux réponses diamétralement opposées. Soit un accord sans réserve sur l'effondrement français et européen, soit un discours alambiqué et plus proche de la langue de bois que des remarques sincères sur le vécu personnel.

Je ne peux que constater que ceux qui expriment un point de vue réaliste sont ceux, issus des classes populaires, qui ne sont pas tenus à un langage conformiste. À l'inverse, les personnes politiquement correctes sont plutôt issues des classes moyennes ou ayant un niveau de vie assez élevé.

La différence entre ces composantes est leurs rôles respectifs dans le processus de production. Les uns assurent un travail manuel ou technique spécialisé dans la production des biens et services et leur influence sociale reste limitée alors que les autres fournissent un travail, certes pointu, qui leur confère un rôle social exemplaire et qui donc les oblige à tenir un discours très conventionnel, car chacun sait que cela peut coûter très cher de remettre en question le phénomène d'immigration massive. Le dernier à avoir essayé de le faire à gauche fut Georges Marchais (Zemmour).

Il est clair que la structure sociale induit des comportements politiques divergents. Or les partis de droite font mine de ne pas voir la différence entre les classes populaires et moyennes. Pour eux, il suffit de parler le français de manière à peu près correcte pour les considérer comme faisant partie des classes moyennes.

Le prétendu extrémisme du Rassemblement national, ex-Fn, cache une différence de classe. Les classes moyennes ne se résolvent pas à payer au prix d'un marché national du travail les services que leur fournissent caissières, ouvriers ou artisans. Marine Le Pen et son ancien bras droit, Florian Philippot ont eu l'intuition que ceux qui souffraient réellement du Grand Remplacement étaient les classes

populaires. Même s'ils réfutent la hiérarchie sociale prônée par la droite, ils n'ont pas osé aller plus loin dans l'analyse sociale en défendant les classes populaires contre les classes moyennes.

Il n'y a qu'à observer l'impact politique dont bénéficie le mouvement des *Gilets jaunes*. Mouvement essentiellement populaire. Donc, il serait temps de revenir aux concepts marxistes pour expliquer ce qui se passe. Sur Internet, j'ai trouvé un commentaire pertinent sur la différence entre prolétaires et lumpenprolétariat, histoire de renvoyer dans leurs foyers les idéologues de la bonne conscience universelle.

<https://www.youtube.com/watch?v=ozFirIE6NBQ>

Pour exprimer les choses plus brièvement, disons que :

L'IMMIGRATION EST TRIPLEMENT IMMORALE

- Les plus forts (physiquement, psychiquement) des pays de départ prennent la place des plus faibles des pays d'accueil.
- Les migrations vident les pays de départ de leur population la plus dynamique.
- Les ressources envoyées aux familles restées dans les pays de départ consolident les régimes ploutocratiques de ceux-ci.

En plus, cela ne règle pas le sous-développement des pays de départ puisque si un million de migrants (avec les remous que l'on sait) sont accueillis chaque année par l'Europe occidentale ou l'Amérique du nord, les populations de l'Afrique et de l'Amérique du sud augmentent, elles, de plusieurs dizaines de millions annuellement.

Conclusion :

1. Le prolétariat doit reprendre le contrôle de l'économie,

non pas par l'étatisation, mais par la préférence nationale exclusive (les emplois les plus pénibles doivent être les mieux payés) et le renoncement aux babioles accordées par les sociaux-technocrates (35 heures, comités d'entreprise...). Ces prétendus avantages sont utilisés par les mieux placés dans la hiérarchie et affaiblissent la productivité des entreprises, donc les revenus des travailleurs.

2. L'État doit contrôler le capitalisme afin qu'il serve réellement le pays.
3. L'État doit être contrôlé, notamment par la ratification référendaire de son budget. Ce sera aux partis politiques et aux associations civiques de vérifier l'honnêteté de ce budget. Ainsi les citoyens pourront s'en faire une idée et voter en conséquence.

Bernard Bayle